

Luxembourg, le

Madame la Ministre
de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle

Luxembourg

Personne en charge du dossier: Sandy Pauly ☎ 247 - 82952
--

Réf.: 2012 - 2013 / 2771 - 01

Objet: *Question parlementaire n° 2771 du 10 juin 2013
de Madame la Députée Tessy Scholtes.*

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer la question parlementaire en annexe, concernant le fonctionnement des comités d'école au sein des écoles de l'enseignement fondamental.

Je vous saurais gré de me faire parvenir votre réponse en temps utile pour en permettre la transmission à la Chambre des Députés, aux fins de publication au compte rendu dans le délai d'un mois imparti par l'article 80 de son Règlement, c'est-à-dire au plus tard le **10 juillet 2013**.

La réponse, qui doit figurer sur une feuille séparée de la lettre de transmission, est à adresser directement au Ministre aux Relations avec le Parlement, à l'enseigne du Service Central de Législation, 43, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, qui la continuera au Président de la Chambre des Députés.

Afin de faciliter les travaux de confection du compte rendu de la Chambre, **la réponse doit également parvenir au Service Central de Législation sous forme électronique (questionparlementaire@scl.etat.lu).**

Je me permets de rappeler que l'article 80 (5) du Règlement de la Chambre des Députés dispose qu'à défaut de réponse du Ministre à une question dans le délai d'un mois, cette question pourra être posée oralement par le Député concerné lors d'une prochaine séance publique de la Chambre.

Si le délai d'un mois préindiqué vous semble trop court et si vous ne vous voyez pas en mesure de fournir votre réponse dans le délai prescrit, l'article 80 (3) vous donne la possibilité d'en informer le Président de la Chambre, par mon intermédiaire, tout en indiquant les raisons d'empêchement et la date probable de la réponse. Le Président de la Chambre peut alors accorder un délai supplémentaire.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

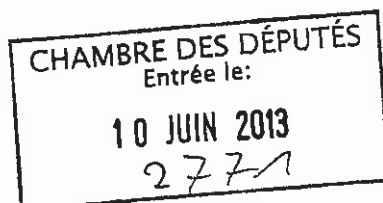
Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe



Monsieur Laurent Mosar

Président de la Chambre des Députés



Luxembourg, le 10 juin 2013

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Madame la Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle concernant le fonctionnement des comités d'école au sein des écoles de l'enseignement fondamental.

Depuis la réforme de l'enseignement fondamental, chaque école dispose d'un comité d'école qui est responsable de sa gestion et de son ordre intérieur. Selon l'article 41 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, « chaque comité d'école est composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus dont au moins deux tiers d'instituteurs. Les membres du comité sont élus par et parmi les membres du personnel de l'école, avant la fin de l'année scolaire. » L'article 43 de cette même loi stipule qu'à « défaut de candidatures pour le comité d'école ou pour le poste de président, le conseil communal, après avoir demandé l'avis de l'inspecteur d'arrondissement, désigne pour un mandat d'une année un responsable d'école auquel il peut attribuer la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président du comité d'école afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école. »

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'école fondamentale, dans combien d'écoles de l'enseignement fondamental a-t-on dû avoir recours à un tel responsable d'école ? Quelle est la situation actuelle ?
- Dans les établissements concernés, quelles sont les raisons de l'origine du défaut de candidatures pour le comité d'école voire pour le poste de président et qui ont rendu nécessaire la mise en place d'un responsable d'école ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Tessy Scholtes', with a stylized flourish at the end.

Tessy Scholtes

Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle

Coordination générale

Luxembourg, le 5 juillet 2013

Monsieur le Ministre aux Relations
avec le Parlement
Service central de Législation
43, boulevard Roosevelt
L-2450 Luxembourg

Concerne: question parlementaire N° 2771 de Madame la Députée Tessy Scholtes

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse à la question parlementaire posée
par l'honorable Députée Scholtes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Mady Delvaux-Stehres
Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle



Luxembourg, le 5 juillet 2013

Monsieur le Président de la
Chambre des Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à la question parlementaire N° 2771 de la Députée Tessy Scholtes

En guise d'introduction il y a lieu de rappeler que, conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, chaque école fondamentale comprend un ou plusieurs bâtiments scolaires et offre les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Ad 1)

Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, huit écoles fondamentales ont eu recours à un responsable d'école. À l'heure actuelle, il y a sept écoles fondamentales pour lesquelles un responsable d'école assume à chaque fois la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président d'école, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école.

Ad 2)

Dans presque tous les cas mentionnés ci-dessus un comité d'école continue ou a continué à fonctionner.

Les causes à la base d'une absence de candidature pour le poste de président d'un comité d'école demeurent sans doute multiples, mais il y a lieu de constater que, pour l'année 2012/2013, 147 écoles sur un total de 154 disposent d'un président et d'un comité fonctionnant selon les dispositions définies par la loi précitée. D'autre part, il est patent que l'exercice du mandat de président d'un comité d'école demande un important investissement en temps et en disponibilité.

Etant donné que la décharge accordée aux présidents d'un comité d'école pour accomplir leurs missions est proportionnelle au nombre du personnel enseignant et éducatif de l'école, cet investissement est d'autant plus difficile à réaliser, s'il s'agit d'une école à faible effectif. Afin de tenir compte des missions que doivent accomplir tous les présidents d'un comité d'école, indépendamment de l'étendue de leur école, le règlement grand-ducal fixant la tâche des instituteurs vient d'être modifié en ce

sens que dorénavant une décharge de base est garantie aux présidents d'un comité d'une petite école, indépendamment du nombre du personnel enseignant et éducatif, leur permettant d'accomplir d'une façon plus satisfaisante leurs missions.



Mady Delvaux-Stehres
Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle